



Christine Lagarde : « Nous devons rendre cette instance représentative et efficace »

**PROPOS RECUEILLIS PAR
CYRILLE LACHEVRE,
JEAN-PIERRE ROBIN ET MARIE VISOT**

La ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie explique les enjeux concrets, pour les Français, de la réunion qu'elle va présider au cours des deux prochains jours à Paris.

LE FIGARO. – La crise étant derrière nous, le G20 – créé en plein cœur de la tourmente financière – est-il encore utile ?

Christine LAGARDE. – Ce que nous voulons, justement, c'est éviter que l'on ne se retrouve dans une situation de crise systémique mettant des pays en péril. N'oublions pas que les événements de 2008 nous ont placés au bord du précipice. D'où la nécessité de s'attaquer, encore aujourd'hui, aux causes structurelles des déséquilibres, de définir le cadre d'une croissance forte, durable et équilibrée. Alors c'est vrai, le G20 est dans sa phase de consolidation. Nous devons réussir, cette année sous l'impulsion de la présidence française, à le rendre représentatif et efficace. En faire une instance dans laquelle tout le monde se reconnaît, et qui arrive à agir – comme cela a été le cas avec la régulation financière. Sinon, le G20 redeviendra ce qu'il était autrefois : un club sympathique où on débat entre gens bien élevés. **Réforme du système monétaire, des marchés des matières premières, gouvernance internationale... Ces sujets semblent loin de la vie quotidienne**

des citoyens. Comment leur faire comprendre l'importance de ces enjeux ?

Tout cela a l'air technique, sophistiqué et réservé aux éminences grises ; mais en réalité, si nous voulons éviter les déséquilibres et les excès, c'est justement pour eux que nous travaillons. Un exemple : doit-on laisser les cours des céréales prendre tout d'un coup 70 % parce qu'une rumeur indique que la production va baisser de 3 % ? Même si l'impact du prix de la farine sur le prix de la baguette n'est pas énorme, cela entraîne inévitablement de l'inflation. Sans compter l'impact sur les producteurs. Comment un paysan qui ne connaît pas le prix de sa récolte peut-il vivre ou investir ? Tous les pays ne sont pas d'accord avec la lutte que nous voulons mener contre la volatilité des prix ; c'est normal, chacun étant dans la posture de défendre ses propres intérêts. À nous de les convaincre.

Paris veut convaincre ses partenaires de définir des indicateurs économiques communs. Lesquels et pourquoi ?

Les négociations commencent et il n'y a pas d'accord à ce stade. J'aimerais que nous tombions d'accord sur des indicateurs de balance courante au sens large – commerciale, services et paiements – ainsi que des indicateurs de finances publiques ou encore de taux d'épargne et d'investissement. La logique est très simple : un excédent de balance commer-

ciale, par exemple, signifie qu'un pays vend beaucoup de produits à un autre, qui est en déficit. L'un et l'autre sont donc liés et personne n'a intérêt à ce que les écarts soient excessifs, au risque de pénaliser la croissance globale. Nous devons fixer des indicateurs communs puis, dans un deuxième temps, quantifier leur limite idéale. Ça ne sera pas facile, mais c'est indispensable pour corriger les futurs déséquilibres avant qu'ils ne provoquent une nouvelle crise systémique.

Les exportateurs souffrent de la volatilité des monnaies, qui pénalise leur compétitivité.

Ne faudrait-il pas faire un lien entre les questions commerciales et monétaires, entre l'OMC et le FMI ? Effectivement. Et d'ailleurs, quand les instances de l'OMC se posent la question de savoir si tel ou tel pays fait preuve de protectionnisme commercial, elles regardent si ce n'est pas lié à un problème de taux de change. Les statuts de l'OMC et du FMI prévoient explicitement une telle démarche, mais cela n'a jamais été mis en œuvre, même si Pascal Lamy, le directeur de l'OMC, l'avait évoqué lors du G20 en Corée. Il semblerait qu'aucun pays n'ose trop s'avancer sur ce terrain.

La régulation des échanges commerciaux qui relève de l'OMC fonctionne-t-elle mieux que la surveillance internationale des monnaies ?

Oui et pour la raison que la régula-

tion des échanges est assortie de sanctions. L'OMC a ses propres mécanismes de résolution des conflits alors qu'il n'existe pas d'équivalent en matière de taux de change. Le FMI a une fonction de surveillance, il distribue des aides financières aux pays en difficulté, mais il ne dispose pas de chambre d'arbitrage, contrairement à l'OMC, qui peut arbitrer les différends.

Quel sera votre rôle, en tant que présidente de séance ?

Un travail important a été réalisé en amont pour aplanir les désaccords sur les différents sujets. Présider un G20, c'est beaucoup plus de tension que lorsque l'on est juste participant. L'idée est qu'à la fin du week-end aucun pays ne soit montré du doigt et que nous ayons des bases de travail solides pour le G20 des chefs d'État, qui se tient au mois de novembre à Cannes.

Combien va coûter la tenue de ce G20 Finances à Paris ?

Tout compris, il revient à 2,7 millions d'euros, pris pour moitié sur le budget du ministère et pour moitié sur celui de la Banque de France. L'essentiel des dépenses, ce sont les frais de mise en place de structures pour pouvoir accueillir délégations et journalistes du monde entier. La sécurité et le gardiennage ont aussi un coût non négligeable. ■